

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Raison d'Etat (*Kéro*). — Alfred Rosmer (Souvenirs de jadis et de naguère) (*Amédune*). — Les Socialistes français et la guerre : Jules Guesde (*G. Zinoviev*).

Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique (*Z. Lilina*). — La Vie Economique en Russie : L'Electrification (*Ivan*). — Bibliothèque Communiste, etc.

RAISON D'ÉTAT !

En ce moment nos camarades de la Santé, incarcérés depuis dix mois, comparaissent devant la Cour d'assises sous l'inculpation de « Complot contre la sûreté intérieure de l'Etat ».

Les perquisitions faites au mois de mai dernier n'ont amené la découverte d'aucun document établissant la preuve du prétendu « complot ». L'aubaine de la police fut réduite à quelques lettres banales, n'offrant aucun indice de culpabilité. On put croire alors que, l'accusation s'étant effondrée, nos amis seraient remis en liberté. Le gouvernement a reculé devant cet aveu d'erreur et d'arbitraire.

Alors, pendant huit mois, l'accusation a cherché en vain des pièces à conviction, des preuves, des présomptions. Peine perdue : la matière de l'accusation est restée aussi nulle !

L'activité la plus perspicace, la plus variée, la plus astucieuse, de la justice et de la police s'est exercée en pure perte. La presse policière a pu multiplier ses services officieux ; un commissaire aux délégations judiciaires a pu aller en Suisse et en Hollande, tout cet effort vaste, multiforme, soutenu, n'a abouti qu'à prouver ceci :

Que Lorient était secrétaire du Comité de la 3^e Internationale ;

Que Souvarine, directeur du *Bulletin Communiste* et rédacteur au *Journal du Peuple*, était secrétaire international de ce Comité ;

Que Monatte, directeur de la *Vie Ouvrière*, avait écrit à Trotsky et à Dridzo deux lettres

renfermant des renseignements d'ordre général sur le mouvement syndical français ;

Que Monmousseau avait été l'exécuteur d'une décision prise par la Fédération des Cheminots, dont il était secrétaire ;

Et enfin, qu'en dehors du Comité de la 3^e Internationale, il existait d'autres groupes communistes, où des camarades comme Hanot, Lebourg, Giraud, Bott, Rabilloud, se réclamaient des méthodes de la révolution russe et de la dictature du prolétariat.

Quant au fait du complot, à l'acte patent, on en cherche encore la trace. Ce qui n'a pas empêché la Chambre des mises en accusation, qui, selon l'expression de Torrès, « ne rend pas la justice aux citoyens, mais des services au pouvoir », de renvoyer nos camarades devant la Cour d'assises.

Le prétexte des poursuites a été la grève des cheminots ; mais la véritable cause est l'efficacité de la propagande communiste, qui effraie la bourgeoisie au moment où celle-ci fait des efforts désespérés pour reconstruire son édifice ébranlé.

Le ralliement au cri de guerre de l'Internationale Communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », la volonté d'opposer au capitalisme et à toutes ses institutions une intransigeance inflexible, qui fasse pénétrer dans le prolétariat la notion de lutte de classes, voilà le crime qui se juge aujourd'hui, crime dont d'autres auront à répondre demain. Ce procès n'est qu'un aspect de la lutte entre la légalité

hypocrite du gouvernement et le point de vue révolutionnaire.

Mais ici l'instruction, par un aveu précieux, prend soin de nous informer qu'elle introduit une distinction entre deux espèces de tactique révolutionnaire : l'une, toute platonique, et pour laquelle nul ne sera inquiété, l'autre, qui est qualifiée de rébellion, et qui vous mène à la Santé. Voilà donc une excellente pierre de touche mise à la disposition des travailleurs pour apprécier le degré d'efficacité de leur action ; qu'ils observent l'attitude de l'ennemi : si la bourgeoisie tolère certaine méthode prolétarienne opportuniste, c'est la preuve qu'elle en reconnaît l'impuissance et quelle ne se sent pas touchée, — mais la bourgeoisie hurle-t-elle, met-elle en mouvement son puissant appareil de coercition, c'est qu'alors elle se sent menacée dans sa sécurité, dans sa force et dans sa richesse. Là où la bourgeoisie porte ses injures et ses coups, c'est là que doivent aller les masses.

Les faits incriminés consistent uniquement en actes de propagande et d'organisation et dans l'exercice légal du droit de grève. Pourquoi une activité pacifique et légale est-elle donc réprimée comme le serait l'action brutale ou un coup de main romanesque contre le pouvoir ?

« C'est, dit le juge, parce que la société se défend préventivement. » Le pouvoir ne peut attendre que la révolution soit commencée, avant de la réprimer, il ne peut pas attendre pour la punir que le crime soit accompli. C'est la théorie de la guerre préventive transportée sur le terrain social.

Mais alors, pourquoi cette comédie de justice ? pourquoi ces vaines passes d'armes sur le terrain de la loi ? Avouez qu'il s'agit uniquement de défendre des intérêts sociaux et que, comme aux temps de l'empire et de l'absolutisme, la raison d'Etat est souveraine.

La même loi sert à dissoudre la C. G. T. et à protéger les grandes associations patronales qui mettent la richesse nationale en coupe réglée : raison d'Etat !

Les collusions des puissants seigneurs de l'industrie, qui mettent le budget au pillage et spéculent sur les armements internationaux, rapportent honneurs et profits, mais les rapports intellectuels entre communistes sont qualifiés d'excitations au pillage et au meurtre : raison d'Etat !

Le même individu qui poursuit avec Stinnes des tractations fructueuses peut réclamer la peine de mort contre les communistes : raison d'Etat !

C'est Lysis qui est dans la logique bourgeoise : « Vite, une loi faisant du bolchevisme un

crime ou un délit ! » Dès lors, le travail de la justice est simplifié ; plus besoin de torturer les textes, de jouer vainement et contradictoirement avec des formules légales !

En attendant cette bienfaisante loi, le verdict du jury de la Seine « fera jurisprudence ».

Si le jury condamne, la preuve palpable sera donnée que l'Etat bourgeois est inattaquable sur le terrain de la légalité arbitraire et mouvante, qu'il ne s'agit plus de droit, mais de force, et cette démonstration sera faite par ceux mêmes qui prétendent poursuivre en nos camarades les propagandistes de l'action illégale.

Que les travailleurs songent aux lendemains de cette condamnation. La cause des prisonniers de la Santé, c'est la cause du prolétariat tout entier. Leur condamnation serait le prélude d'autres procès et d'autres provocations. Il faudrait s'attendre à un complot tous les six mois, l'un poussant l'autre et la justice les étayant et les prouvant les uns par les autres.

Demain, les communistes pourront être traqués comme des malfaiteurs. Demain, le gouvernement pourra recourir ouvertement à la force, violer toutes les garanties qui protègent la liberté individuelle, établir l'état de siège, violer sa propre légalité et réclamer de ses adversaires le respect des lois qu'il viole.

Les capitalistes du monde veulent asservir définitivement les travailleurs à une servitude absolue et sans issue. Le capitalisme se nierait lui-même s'il était capable d'appeler à une collaboration pacifique les salariés qu'il exploite. L'intransigeance communiste est en fonction de l'intransigeance capitaliste.

Mais la bourgeoisie se leurre en croyant que sa répression entravera notre propagande, qu'elle obligera les communistes à s'assembler en secret, en petits groupes de conspirateurs qu'il sera facile de surveiller, de disperser, d'emprisonner. Ni les embûches, ni les procès ne ralentiront notre effort. La répression est utile, elle est nécessaire, elle est salutaire, elle est partie intégrante du développement qui amène le prolétariat à la pleine conscience de classe opprimée et à la connaissance des antagonismes sociaux.

Le pouvoir bourgeois croit-il pouvoir arriver un jour à placer tout le prolétariat sous des lois d'exception ? Illusion dangereuse ! Ce jour-là les prolétaires briseraient les entraves et pas seulement pour recouvrer leur pleine liberté de propagande et d'agitation : Les mouvements révolutionnaires sont toujours provoqués par les mesures réactionnaires des gouvernements, et les puissants d'un jour ne sont plus le lendemain que des coupables de haute trahison.

KERO.

Alfred Rosmer

Souvenirs de jadis et de naguère

On parlait de Rosmer un soir entre camarades et l'on convenait généralement que le représentant de la France au Comité Exécutif de l'I. C. manquait, dans son pays d'origine, de cette notoriété à laquelle atteignent si souvent les intrigants et les cuistres et dont tant d'hommes de valeur sont à jamais exclus. On s'accordait à reconnaître au surplus que si Rosmer est à peu près inconnu, c'est à lui seul qu'on doit s'en prendre, à son extrême modestie, à son manque absolu de préoccupation personnelle, au peu de goût qu'il marque pour la parole publique, à ses habitudes de travailleur obstiné, mais volontiers silencieux et délibérément anonyme.

— La conséquence de tout cela, dit tout à coup le camarade qui semblait diriger cette conversation, c'est qu'on ne connaît pas Rosmer.

— Dis plutôt, interrompit un autre, qu'on ne veut pas le connaître : et c'est une façon comme un autre de le diminuer et de diminuer en lui l'Internationale communiste.

— J'ai fait, dit un troisième, une petite enquête. J'ai posé à des socialistes, à des syndicalistes, à des anarchistes, la même question : « Qu'est-ce que Rosmer ? » Savez-vous ce qu'on m'a répondu ?

« Rosmer, m'ont répondu les socialistes, connaissons pas ! On dit bien qu'il appartient quelque temps à une section de la banlieue parisienne. Possible. En vérité, il n'y a pas laissé de traces et nul ne s'y souvient de lui... N'était-il pas plutôt de ces syndicalistes antiparlementaires groupés avant la guerre autour de la *Vie Ouvrière* et qui passaient leur temps à critiquer le Parti ?

« Syndicaliste, Rosmer ? m'ont déclaré avec dédain, ces messieurs de la C. G. T. Allons donc ! « *Ni syndiqué ni syndicable !* » Il est vrai, qu'il a fréquenté nos milieux : ce n'est pas suffisant pour être un militant syndicaliste. Rosmer d'ailleurs était un pur intellectuel, tandis que nous, comme vous savez, nous sommes des travailleurs : Jouhaux, allumettier ; Merrheim, chaudronnier ; Dumoulin, mineur... Non, Rosmer n'était pas des nôtres. Si donc il se réclame en Russie du syndicalisme français, cela prouve chez lui un joli toupet... Et puis, voyez donc du côté des anarchistes !...

« Connaissez-vous Rosmer ? ai-je demandé en fin de compte aux anarchistes. Ils m'ont

bibliquement répondu : « Ni d'Eve ni d'Adam ! »

La conversation en était là, quand je pris la parole à mon tour.

— De tous ceux qui sont ici, dis-je, c'est moi qui suis, presque à coup sûr, le plus ancien ami de Rosmer. J'ai fait sa connaissance au temps où j'étais étudiant, il y a plus de 23 ans, hélas ! Je ne l'ai pour ainsi dire jamais perdu de vue. S'il est sorti de l'ombre où il se complaisait, j'ose me flatter, mes amis, d'y avoir été pour quelque chose !

— Conte-nous ça, dirent d'une seule voix mes interlocuteurs.

Bien que je n'aie pas atteint encore — il ne s'en faut, hélas ! que de bien peu d'années ! — l'âge où l'on se laisse si aisément aller à dévider l'écheveau mélancolique des souvenirs, j'ai conté de bonne grâce comment j'ai connu Rosmer et comment il me fut donné de l'amener au mouvement ouvrier.

A la demande de ceux qui m'écoutaient, je donne à mon récit une forme écrite et je l'offre aux lecteurs du *Bulletin Communiste*.

♦♦

C'était à la fin de l'année 1897. Je venais d'arriver à Paris pour y étudier le droit, l'économie politique et l'histoire. Mais l'enseignement scolaire ne me satisfaisait aucunement. Je fréquentais moins assidûment les facultés que les meetings ; je piochais plus volontiers les minces brochures de propagande que les épais manuels de l'éditeur Sirey. J'ouvrais les yeux autour de moi et regardais ; j'ouvrais les oreilles et j'écoutais. Et je découvrais à mon tour qu'il y a beaucoup plus de choses dans la nature et dans la vie que dans tous les bouquins des philosophes.

De doctrine, mon Dieu, je n'en avais pas l'ombre. J'étais à l'âge magique des négations superbes... et des crédulités totales.

Faire table rase à vingt ans de toutes les idées, de toutes les formules qui composent l'expérience des âges, quelles grisantes délices ! Quand on a formellement réglé ses comptes avec le vieux « principe d'autorité », c'est alors qu'on se trouve en droit de frapper le sol d'un pied libre ! Nous nous croyions plus révolutionnaires que personne : Stirner nous semblait avoir dit le dernier mot de la pensée humaine et nous souscrivions sans réserves aux apologies que les Paul Adam et

les Mirbeau avaient faites de Ravachol. Par contre, c'est à peine si nous connaissions le nom de Marx et quant au mot de lutte de classe, quant au mot de prolétariat, ils n'éveillaient en nous qu'un absolu mépris. Nous étions de petits bourgeois révoltés contre l'injustice sociale et plus encore contre ce qu'un poète a nommé « le règne impur de la bêtise ». Pas de doctrine encore une fois, mais de la sensibilité, de la bienveillance, un idéalisme plein de feu, un goût de l'action sociale ne sachant d'ailleurs par quoi commencer, un magnifique dédain de tous les sentiers battus. On savait à peu près *ce qu'on ne voulait pas* ; ce qu'on voulait était plus malaisé à définir. N'étant pas des politiciens, nous nous estimions dispensés de l'obligation d'avoir un programme ; il nous suffisait, à nous, de posséder un idéal !

L'affaire Dreyfus qui ne faisait que commencer vint donner tout à coup à nos jeunes énergies un aliment qui nous parut digne d'elles. Zola entra dans la mêlée avec ses lettres retentissantes. Sa *Lettre à la Jeunesse* conquit nos âmes à l'évangile de justice et de vérité que prêchait le poète sublime de *Germinal* quand éclata le tonnerre *J'accuse* ! Ce fut, dans notre petit groupe, un frénétique emballement. Pendant deux ans, nous fîmes, au rang des simples soldats, de toutes les batailles de l'Affaire.

En cet hiver de 1897-1898, on se retrouvait le soir tantôt dans une réunion publique, tantôt dans la chambre d'un ami, aux murailles tapissées d'affiches. On discutait passionnément sur tous les sujets de l'heure : littérature, théâtre, peinture, questions sociales, tout y passait. Sur le dernier article de l'*Aurore* ou la prochaine pièce de l'*Œuvre* s'engageaient des débats pleins de fougue. Un soir quelqu'un fit l'éloge d'un « club d'art et d'histoire » que Victor Barrucand, père du « pain gratuit », venait d'ouvrir rue de la Montagne-Ste-Geneviève et qui pour cette raison s'appelait la *Montagne*. Nous décidâmes de nous y rendre en corps. C'est là que pour la première fois, je vis Alfred Rosmer.

Je le revois tel qu'il était alors, presque tel qu'il est aujourd'hui. Grand, maigre, le visage pâle, le front haut, le nez fin, les lèvres minces, les yeux ardents et noirs. Ses cheveux longs et drus lui tombaient, comme on dit, dans le cou. Il était revêtu d'un macfarlane aux ailes flottantes. Il y avait dans son regard un peu de timidité et beaucoup de décision. Il ne parlait que rarement, mais semblait ne rien perdre des paroles des autres. Un soir qu'un orateur (c'était un étudiant collectiviste) rappelait que la monarchie belge avait deux ou trois ans plus tôt accordé à son peuple le suffrage universel, il l'interrompit d'un mot sifflant que j'entends toujours :

— Quel cadeau-l !

Il y avait dans ce mot une telle force de

sarcasme que l'orateur en parut, sur le coup, interloqué et que je conçus pour l'homme au macfarlane noir une admiration sans mélange.

La *Montagne* disparut bientôt et je ne revis Rosmer que par intermittences. Je le rencontrai parfois descendant de son pas rapide le boulevard St-Michel ou feuilletant, sous l'Odéon, les revues nouvelles. Il suivait en ce temps-là les cours de l'École d'Anthropologie, que Grave, des *Temps Nouveaux*, qui les suivait, je crois, aussi, recommandait à ses lecteurs. Ce n'est qu'en 1900, et par l'intermédiaire d'un ami commun, qui allait devenir son beau-frère, André R..., que nous nouâmes enfin des rapports amicaux.

Il était fils d'un coiffeur de Montrouge chez lequel il habitait. Comme il ne parlait pour ainsi dire jamais de lui, je n'ai jamais bien su quelles études il avait faites ; ce qui est sûr, c'est que Rosmer est un des hommes les plus instruits que je connaisse. A-t-il reçu son instruction dans les écoles, l'a-t-il acquise par lui-même ? Je manque d'informations à ce sujet. Sa sœur, qui partageait ses idées et dont l'intelligence sérieuse révélait une rare distinction, était institutrice de la ville de Paris. Lui, travaillait alors je ne sais où ; c'est seulement plus tard, qu'à la suite d'un concours, il entra comme expéditionnaire à la mairie du XIV^e arrondissement.

Il avait deux amis intimes avec lesquels il passait toutes ses soirées, son futur beau-frère, André R..., qui habite aujourd'hui l'Espagne, et René Durcan, mort de la tuberculose à 20 ans. Tous trois fréquentaient ensemble les bibliothèques, les théâtres, les réunions du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (E.S.I.R.) ; ils lisaient les mêmes livres, s'émouvaient des mêmes enthousiasmes, se communiquaient leurs projets. André R..., signait « Verpré » ou « Hans Aden », des dessins et des articles également remarquables ; c'est grand dommage que le cœur lui ait manqué pour persévérer. J'ai à peine connu René Durcan. Quant à Rosmer, silencieux, un peu taciturne, il ne montrait aucune hâte à se produire. Ce n'est guère qu'en 1903 qu'ayant fait la connaissance de Dagan, il se laissa persuader à résumer pour l'*Œuvre Nouvelle* quelques-unes de ses lectures anglaises. Mais l'*Œuvre Nouvelle* disparut vers 1905. Rosmer de longtemps n'écrivit plus rien (1).

Il habitait alors sur le coteau de l'Hay-les-Roses une maisonnette qu'il avait meublée dans un goût sobrement délicat. Je ne parlerai pas ici de sa vie intime, mais je crois

(1) Je note toutefois un article paru dans les *Temps Nouveaux* en mai 1906 et que je lui avais demandé. Cet article, signé Alfred André, était consacré à Ibsen qui venait de mourir. — Notre ami fut toujours un ibsenien fervent, assidu aux représentations de l'*Œuvre*. C'est à l'un des principaux drames d'Ibsen qu'il a d'ailleurs emprunté son pseudonyme de Rosmer.

savoir que les années qu'il vécut à l'Hay, puis à Bourg-la-Reine, furent les plus heureuses de sa jeunesse. C'est dire qu'elles n'ont pas d'histoire. Presque tous nos camarades de l'Hay, de Bourg-la-Reine et de Sceaux ont familièrement connu Rosmer à cette époque et ont tous été frappés des hautes qualités de son intelligence et de son cœur.

**

Comment Rosmer est-il entré dans l'action ? C'est cela qu'il me reste à dire. Vers 1908-1909, je recevais assez fréquemment sa visite ; nous causions chaque fois jusqu'à une heure assez avancée de la nuit. C'était au temps, où sous l'influence des idées marxistes, j'avais évolué de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire. Où en était alors exactement Rosmer, je ne le sais que très insuffisamment. Je me rappelle qu'un soir où j'affirmais ma foi syndicaliste, il me dit avec un sourire : « Vous savez que je ne vous suis pas dans votre voie. » Il se tut aussitôt comme s'il craignait déjà d'en avoir trop dit. Il mettait une infinie précaution à ne pas parler de lui-même ; mais je compris ce soir-là que le syndicalisme, avec ses violences de pensée et d'action, choquait cette fine nature éprise d'intellectualisme avant tout. Qui m'eût dit à ce moment que Rosmer représenterait un jour le prolétariat français au Comité Exécutif de l'Internationale, je l'aurais irrésistiblement traité de fou !

En octobre 1909, Monatte fonda la *Vie Ouvrière* sous la forme d'une revue bi-mensuelle. En février suivant, M. Bourget donnait la *Barricade*. La pièce fit grand bruit : il y était question de la lutte des classes, de la violence prolétarienne, de la révolution sociale. Il fallait que la *Vie Ouvrière* en parlât. Je fus délégué au soin de le faire en son nom, et même, le « noyau », dans sa munificence, ne voulant pas que j'y fusse de ma poche, me vota la somme de trois francs : de quoi m'offrir une place au poulailler !

Il se produisit je ne sais quel événement qui m'empêcha d'exécuter de suite le mandat dont j'étais investi. Et comme Monatte me pressait, l'idée me vint tout à coup de me faire suppléer par Rosmer. Celui-ci voulut bien répondre à mon appel. Il alla voir la *Barricade* ; il en écrivit un compte rendu excellent. La connaissance, entre Monatte et lui, était faite : elle n'allait pas tarder à devenir une collaboration particulièrement intime.

De même que j'ai introduit Rosmer à la *Vie Ouvrière*, c'est moi qui ai fait de lui le journaliste qu'il a été quelque temps. En février 1912, me trouvant dans l'obligation d'abandonner pour quelques semaines la rédaction de la *Bataille Syndicaliste*, c'est encore à Rosmer que j'eus recours. Il obtint de la ville un congé à court terme et, durant toute mon

absence, vint chaque soir travailler au journal ouvrier, habile à toutes les besognes, ne ménageant ni son temps ni sa peine. A mon retour, il reprit son emploi à la mairie du XIV^e, mais pour quelque temps seulement. Dans le cours de l'été suivant il l'abandonna de nouveau, définitivement cette fois. La *Bataille* et la *Vie* le prirent jusqu'à la guerre tout entier. L'ancien individualiste ibsénien au contact de la vie des masses, à la chaleur du mouvement ouvrier, avait enfin vu clair en lui et hors de lui. L'existence paisible et confortable du petit bourgeois intellectuel qu'il avait été jusque-là lui paraissait la chose la plus fade. Il se mit au service de la classe ouvrière : soyez sûr qu'il y restera jusqu'au bout.

**

Parlerai-je de son rôle pendant la guerre ! Ceci, c'est presque une autre histoire : ne pouvant l'écrire tout au long (elle mériterait pourtant de l'être), je me contenterai d'indications rapides.

Le 7 ou le 8 août 1914, Rosmer vint me voir à l'*Humanité*. J'avais dès le premier jour mis formellement en doute que tous les torts fussent du côté de l'Allemagne, tout le bon droit du côté français ; la fameuse séance du 4 août — où le groupe socialiste que dirigeait le vieux Vaillant avait voté les crédits de guerre sans même appuyer son vote criminel d'une déclaration qui l'eût en quelque sorte atténué — m'avait brisé le cœur. Mais que pouvais-je dire ? Ma voix était faible et n'eût pas eu d'écho. Rosmer vint me voir. C'était le soir où avait paru dans le *Temps* la correspondance échangée à la veille de la catastrophe, entre le kaiser et le tsar. Elle était singulièrement suggestive pour les esprits non aberrés : elle prouvait que la cause de la conflagration européenne n'était pas dans la « volonté de guerre » de l'Allemagne, mais dans la mobilisation russe.

— Il n'y a pas à hésiter, disait Rosmer. L'histoire de l'agression allemande est une énorme duperie. Marcher dans de telles conditions, ce serait capituler.

Moi, je pensais et je dus dire :

— Même s'il y avait agression allemande, faudrai-il encore marcher ? La guerre n'est-elle pas un accident quasi fatal du régime capitaliste ? L'intérêt du prolétariat n'est-il pas dans la paix à tout prix ?

Nous nous serrâmes la main, Rosmer et moi. En quelques mots, nous nous étions compris.

Nous nous revîmes fréquemment au cours de ce premier hiver de guerre. Ni lui ni moi, auxiliaires tous deux, n'étions encore mobilisés. A mon retour de Bordeaux où l'*Humanité* m'avait envoyé, je le retrouvai plus ferme, plus résolu que je ne l'avais quitté. Monatte — absent de Paris le 4 août et non encore mobilisé — était en plein accord avec Ros-

mer : il le manifestait quelques semaines plus tard en quittant bruyamment le Comité confédéral.

De mon côté j'essayais de donner un écho à la pensée de Romain Rolland : tous mes articles de l'*Humanité* témoignent de mon état d'esprit. Je préparai la publication en brochure de l'inoubliable article du *Journal de Genève* « *Au-dessus de la Mêlée* », et j'écrivais à cette intention une préface qui était comme le cri de ma conscience révoltée. Mon bureau à l'*Humanité*, comme le local de la *Vie Ouvrière*, comme plus tard le siège de la Fédération des métaux, était devenu le lieu de rendez-vous de tous ceux qui, par sensibilité humaine ou par conscience internationaliste, se refusaient à joindre leur voix au hurlement des loups. Nous connaîmes Guilbeaux, si jeune alors, si ardent, et qui croyait toujours à la paix pour le mois suivant. Nous connaîmes Trotsky : il venait d'arriver à Paris et publiait avec Martoff le *Nache-Slovo*, qui s'imprimait sur des Feuillantines. Nous étouffions : Trotsky nous apporta l'air excitant du large ; il nous apprit que, partout, les protestations étaient légion, que la trahison n'affectait que les états-majors et que, le socialisme étant demeuré vivant, il s'agissait surtout de reconstruire une Internationale. Quand Robert Grimm vint à Paris (février 1915), il nous rendit visite : une réunion intime eut lieu à la *Vie Ouvrière* : j'hésitais à m'y rendre, à cause d'un ancien différend qui d'avait séparé de Monatte : trois télégrammes reçus coup sur coup et signés de Rosmer, de Grimm et de Trotsky eurent raison de mes hésitations ; je me rendis à la *Vie Ouvrière* : il y avait là Monatte, Rosmer, Merrheim, Trotsky, un social-démocrate polonais dont le nom m'échappe et Grimm ; je ne crois pas que j'en oublie. Ah ! nous nous sommes multipliés en France depuis ce lointain soir de février 1915 !

Encore une fois, je ne puis pas m'étendre sur le rôle que dans la guerre a joué Rosmer. Il fut véritablement l'éminence grise de Merrheim ; c'est lui qui publia presque toutes les brochures du Comité pour la reprise des relations internationales ; il rédigeait en même temps l'*Union des Métaux* qui, en sa qualité d'organe corporatif, jouissait d'une plus grande liberté d'expression que les journaux de grande circulation. Il avait été mobilisé en mai 1915 et l'histoire de ses vicissitudes militaires serait bien amusante à raconter : il eut toutefois la chance de passer à Paris presque toute la durée de la guerre : libre l'après-midi à 5 heures, il pouvait consacrer chaque jour quelques heures de son temps à l'action du Comité.

**

J'ai laissé courir ma plume sur le papier au gré de mes souvenirs. Qu'on me pardonne si mon récit n'a rien qui soit sensationnel.

Je n'ai pas voulu frapper les esprits par des procédés empruntés au roman. J'ai voulu montrer Alfred Rosmer tel que je le vois, tel que le voient tous ceux qui le connaissent. C'est une intelligence élevée, nourrie, nuancée et fine, une conscience exigeante et droite, un cœur probe et pur. J'ai cotoyé dans la vie bien des hommes de valeur, intellectuellement comme moralement. Je n'en ai pas connu beaucoup qui égalent Rosmer. S'il ne brille pas au premier rang, c'est que sa modestie est sans pareille et qu'aux postes d'honneur, il préférera toujours les postes de dévouement et de travail. L'amitié de Trotsky, qui se connaît en hommes, n'équivaut-elle pas d'ailleurs à une apologie ? Que les prolétaires français apprennent le nom de Rosmer : c'est celui d'un homme qui, sorti de leur classe, est revenu fidèlement à elle ; c'est celui d'un homme qui, s'étant assimilé une très large part du savoir humain, a mis au service de ses frères ouvriers, tout ce qu'il avait de connaissance et d'expérience ; c'est celui d'un révolutionnaire par qui la révolution est grandement honorée et, pour tout dire, d'un véritable communiste.

AMEDUNE.



Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Vendredi 4 mars, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion plénière du Comité de la 3^e Internationale.

Ordre du jour : Les Coopératives.

Tous les groupes sont priés d'être représentés à cette réunion.

Le secrétaire,
René REYNAUD.

A NOS AMIS

Le *Bulletin Communiste* doit être mis en vente dans tous les kiosques. Nos amis sont priés de l'acheter toujours au même marchand et de nous signaler les kiosques qui n'en sont pas dépositaires. Ils doivent veiller également à ce qu'un bon affichage soit réservé à notre *Bulletin*. Tous nos amis doivent aider à la diffusion de notre journal et en surveiller la vente.

Les Socialistes Français et la Guerre

Dans son grand ouvrage : La Guerre et la Crise du Socialisme, Zinoviev consacre quelques pages aux anciens chefs du mouvement socialiste français. Nous avons publié dans nos deux derniers numéros les chapitres concernant Jean Jaurès et Marcel Sembat. Nous donnons aujourd'hui celui qui traite de Jules Guesde.

JULES GUESDE

Jules Guesde est aujourd'hui le plus ardent des socialistes chauvins. Mais il a eu des jours meilleurs.

Il fut un temps où il était en France le propagateur zélé des idées de Marx.

Mais il y a longtemps que sa doctrine était dans une certaine mesure unilatérale.

Les côtés forts et les côtés faibles du guesdisme entièrement conditionnés par l'atmosphère dans laquelle le socialisme français doit se développer, se sont nettement dessinés lors de la polémique Guesde-Jaurès sur l'affaire Dreyfus.

Jules Guesde fut un des premiers « dreyfusards » en ce sens qu'il se convainquit un des premiers de l'innocence de Dreyfus. Mais quand l'affaire passionna le pays tout entier, quand Jaurès prit la part la plus active à la campagne en faveur de Dreyfus, entraînant à sa suite tout le parti socialiste, Guesde s'insurgea contre cette attitude. Guesde, Vaillant et leurs amis furent d'avis que la classe ouvrière devait s'abstenir de prendre une part active à la campagne dreyfusarde. N'était-ce pas une querelle de famille, une dispute entre bourgeois ? Qu'ils se débrouillent entre eux ! Dreyfus est innocent, c'est l'évidence. Mais tout ce tapage vient de ce qu'il appartient à la classe privilégiée. « Il ne s'agit pas d'un prolétaire laissons les bourgeois s'occuper d'un bourgeois. S'il s'agissait d'un ouvrier, il serait oublié depuis longtemps. »

Quand, répondant à cela, Jaurès indiqua que Dreyfus, depuis sa condamnation, n'appartenait plus à la classe privilégiée et n'était plus qu'un « citoyen de l'humanité souffrante », quand Jaurès montra que la France avait manqué aux règles élémentaires de l'équité, violé les droits de l'homme et du citoyen, Guesde répliqua : « Des mots ! Des mots ! » En la circonstance ce n'était en effet que paroles vides de sens. Mais Jaurès montrait aussi en Dreyfus « la preuve vivante des hontes du régime militaire, de la corruption politique de la bourgeoisie, de la culpabilité des gouvernements actuels. » Il spécifiait que l'affaire Dreyfus devenait dans cette conjoncture « un ferment révolutionnaire » et que la classe ouvrière ne pouvait par conséquent se s'abstenir d'y intervenir. Et ici Jaurès avait raison contre Guesde.

S'écarter, s'abstenir dans cette affaire qui passionnait la France entière et même toute l'Europe civilisée, c'eût été biffer de la liste des partis politiques pour toutes la durée de cette crise grandiose, le

parti ouvrier, c'eût été, quittant la vie, s'enfermer dans la solitude du cabinet de travail...

Et l'on se demande comment une idée pareille avait-elle pu venir à l'homme qu'était Jules Guesde ?

La clef de l'énigme nous est donnée par la polémique qui se produisit à Lille entre Jaurès et Guesde, quelque temps après l'entrée de Millerand au ministère.

« Oui ? Vous dites que vous aviez raison quand il s'agissait de la campagne en faveur de Dreyfus parce que cette campagne a amené Millerand au ministère Waldeck-Rousseau-Gallifet ? — Je dis, moi, que c'est la condamnation définitive de cette campagne (1)... En défendant la civilisation bourgeoise « vous faites un travail de Pénélope ». La Bastille bourgeoise doit être prise d'assaut comme le fut celle de la féodalité. « Nous sommes et nous ne pouvons être que le parti de la révolution. Car notre émancipation et l'émancipation de l'humanité ne peuvent être atteintes que révolutionnairement. Dévier de cette lutte c'est trahir, c'est désertir, c'est devenir un jouet entre les mains de la bourgeoisie. » Ainsi parlait Guesde contre Jaurès.

Jaurès était puissamment intuitif et il était un agitateur supérieurement doué. Il se sentait toujours attiré là où le pouls de la vie politique battait avec le plus d'intensité. Il avait eu raison quand, de la façon la plus active, il s'était mêlé à l'affaire Dreyfus. Mais il était réformiste. L'appui accordé à la partie « avancée » de la bourgeoisie, contre la partie réactionnaire l'amena à défendre la participation des socialistes au ministère. Guesde comprenait dès alors que laisser entrer des socialistes dans les ministères bourgeois, c'est donner à la bourgeoisie des otages. Mais dans sa haine légitime du réformisme et du ministérialisme Guesde dépassait la mesure.

Le réformisme d'une part, l'anarchisme (plus tard le syndicalisme) de l'autre, jouaient un très grand rôle dans le mouvement ouvrier français. Les guesdistes étaient dans la bonne voie en luttant contre l'un et l'autre. Mais pris entre ces deux tendances, ils avaient parfois une certaine gaucherie, ils étaient dans la politique des reclus, des isolés, ils ne savaient pas se fondre avec les masses ouvrières, ils demeuraient à l'écart de la vie. Sous ce rapport ils offraient certaine ressemblance avec la Fédération Social-Démocrate d'Angleterre.

Le guesdisme avait encore un point faible qui l'amena à renouveler dans le milieu français les errements de Lasalle. Le guesdisme était l'ennemi irréductible de la bourgeoisie française. Il fêtrissait, comme nulle autre tendance politique, la pourriture, l'égoïsme, la démoralisation de la république bourgeoise. Et c'était parfait. Mais il le faisait de telle façon qu'il lui arrivait de faire chorus avec les ennemis de droite de la république bourgeoise. Il ne savait pas flétrir avec la même vigueur les réactionnaires, les antisé-

(1) Rappoport : *Jean Jaurès, l'Homme le Penseur, le Socialiste*, (P. 380 de l'édition russe.) Les citations sont faites d'après la traduction russe. — N. D. L. R.

mites, les cléricaux, la réaction à demi féodale. Les choses allaient si loin que lors des élections, les forces de la réaction soutenaient souvent les guesdistes contre la bourgeoisie radicale. Guesde, dans une circonstance, déclara qu'il ne suivait personne, mais qu'il ne pouvait non plus empêcher personne de le suivre. En l'occurrence, la réaction ne songeait guère à lui emboîter le pas. Elle préférait les guesdistes précisément à cause de leur faiblesse. Elle les considérait comme moins dangereux précisément à cause de leur incapacité à marcher avec les masses, à faire de l'agitation, à intervenir dans les luttes politiques, à concentrer leurs efforts.

Parmi les députés guesdistes il n'est pas rare d'en trouver qui, dans les ballottages, bénéficiaient des voix de la droite, ce qui les rendait dans une certaine mesure dépendants des éléments réactionnaires.

Dans les derniers temps, à la veille de la guerre, le guesdisme se mourait de consomption. Au congrès international d'Amsterdam, il remporta avant de se fonder avec le jaressisme, sa dernière victoire. Et cette victoire il la dut moins à ses propres forces qu'à celles des marxistes des autres pays. Les jaressistes s'y soumièrent sachant bien qu'ils ne tarderaient pas à prendre leur revanche sur l'arène française. Le fait est qu'au bout d'un temps très court, leur victoire, en France, était complète. Les guesdistes perdirent leur presse. Leur dernier petit organe, *Le Socialisme*, souffrit d'une constante anémie idéologique. Les plus fidèles disciples de Guesde, Bracke, Dumas, etc., étaient en réalité, depuis longtemps, aussi réformistes que les jaressistes. Ceux-ci prirent la direction politique du parti.

La guerre surprit le guesdisme dans cette situation qui explique toutes les métamorphoses du citoyen Guesde.

Guesde avait pourtant été autrefois un marxiste révolutionnaire.

En 1885, le conflit latent entre l'Angleterre et la Russie, rivales en Afghanistan, atteignit sa plus grande acuité. Il y avait de la poudre dans l'air, la guerre semblait inévitable. A ce moment les meilleurs représentants du marxisme, Engels, Bebel, Guesde considéraient la révolution sociale comme devant se produire dans un avenir rapproché. En tout cas ils « s'orientaient » vers elle. C'est dans ces circonstances que Jules Guesde, qui était à cette époque incontestablement marxiste et révolutionnaire, publie un article sur la guerre imminente entre la Russie et l'Angleterre.

La guerre entre l'Angleterre et la Russie peut hâter le dénoûment, c'est-à-dire la fin de l'ordre bourgeois. Mais à qui souhaiter la victoire ? à l'Angleterre ou à la Russie ? Guesde répond : je souhaite la défaite des deux belligérants.

« ... La Russie écrasée dans l'Asie centrale, c'est la fin du tsarisme, qui a pu survivre à la mise en pièces d'un tsar, mais ne saurait résister à l'effondrement de la puissance militaire sur laquelle il s'appuie et avec laquelle il se confond. Les classes aristocratique et bourgeoise qui, trop lâches pour opérer elles-mêmes, n'ont su jusqu'à présent que laisser passer les bombes nihilistes, se trouvent du coup portées au gouvernement désormais constitutionnalisé, parlementarisé, occidentalisé. Et le premier effet, l'effet inévitable de cette révolution politique à Pétersbourg, est la libération de l'Allemagne ouvrière. Débarrassée du cauche-

mar moscovite, certaine de ne plus trouver en travers de ses efforts l'armée d'un Alexandre derrière l'armée d'un Guillaume, voilà la démocratie tsariste en mesure d'ouvrir sur les ruines de l'Empire de fer et de sang le bal révolutionnaire, le Quatre-vingt-neuf ouvrier. En attendant et avant toute défaite — les journaux tsaristes sont obligés de le confesser — c'est la banqueroute russe qui va ébranler tout le vieux monde.

« L'écrasement de l'Angleterre n'aurait pas des conséquences moindres et moins heureuses. Du seul fait que tout le matériel militaire britannique serait transporté et concentré sur la route de Hérat, l'Irlande — en état de siège, — respirerait. Des dynamitades individuelles, qui font plus de bruit que de besogne et ne sauraient en tout cas aboutir, elle peut passer à l'action collective, seule féconde, et imposer par la force — qui a changé de camp — sa volonté à l'île fratricide, pendant que de son côté le Soudan (et par contre-coup l'Egypte) échappe aux bienfaits de la civilisation à coups de fusil que Wolselcy, après Gordon, avait mission de lui imposer.

« Au premier échec sur les bords du Murghal et de l'Héri-Roud, c'est un « décollage » général du plus immense et du plus exploité des empires coloniaux. Depuis les « métis » du Canada qui ont pris les devants et tiennent déjà la campagne, jusqu'aux « boers » du Cap, c'est à qui secouera le joug des marchands — et des marchandises — de la métropole.

« Mais vienne le désastre définitif, vienne la perte de l'Inde, insurgée dans ses rajahs mal domestiqués d'abord, dans ses cipayes ensuite ; au fur et à mesure de l'invasion russe triomphante, et depuis la liquidation de l'empire romain, le spectre humain n'aura jamais assisté à un pareil krach, ne laissant intact aucun pied de l'univers connu. »

Et Guesde conclut :

« Quel que soit celui des deux systèmes et des deux régimes — également quoique diversement oppresseurs — qui doit succomber ; que la caserne russe ait raison du comptoir britannique, ou que l'or anglais brise le fer moscovite, c'est une des assises de la présente société qui se détache, c'est la brèche ouverte par laquelle passera l'ordre nouveau.

« Et nous pouvons par suite donner carte blanche au Dieu des batailles, qui, quoi qu'il fasse, est forcé de travailler pour nous... »

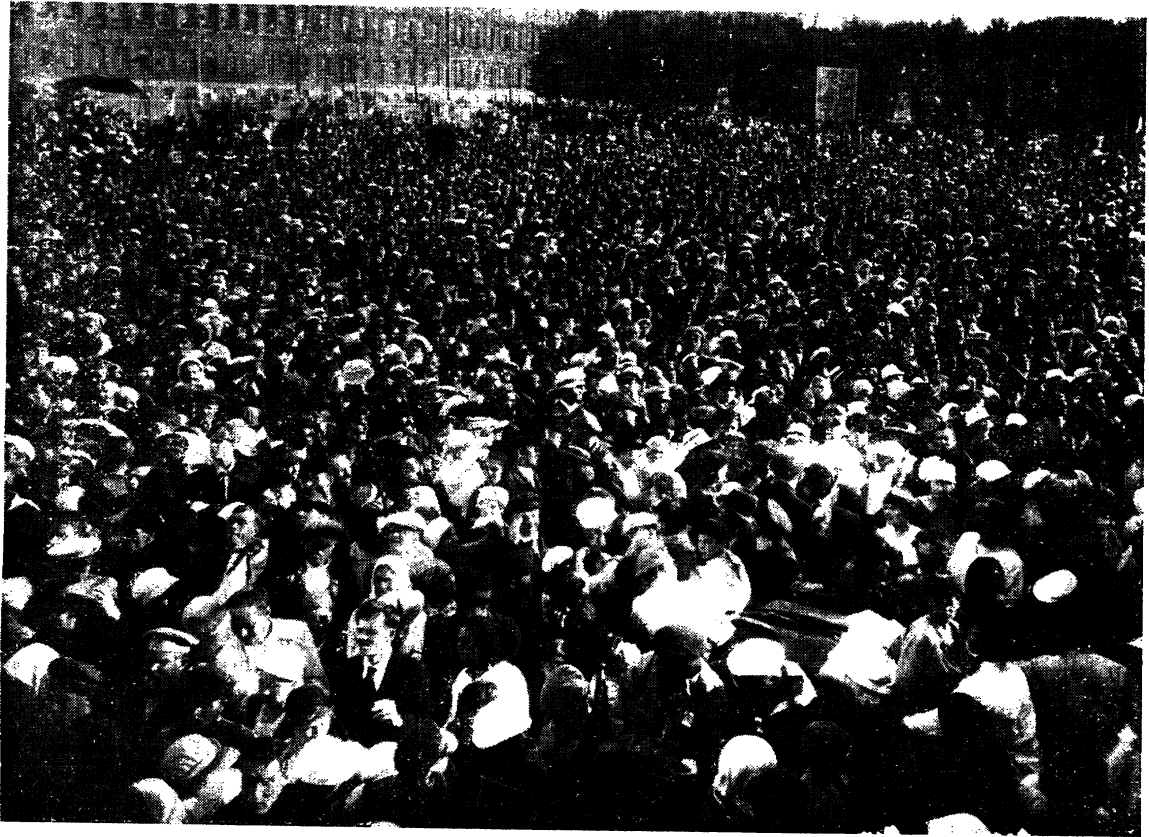
Guesde, à cette époque, ne parlait pas de « défense nationale », n'adoptait pas le mot d'ordre « ni victoire, ni défaite ». Il souhaitait également la défaite des deux belligérants. Il appelait les colonies à s'insurger contre les métropoles. Si les socialistes anglais ou russes, à cette époque, avaient admis les points de vue de Liebknecht, ils seraient devenus également « défaitistes ». Guesde était alors un marxiste révolutionnaire.

Et Jaurès blâmait Guesde en ces termes :

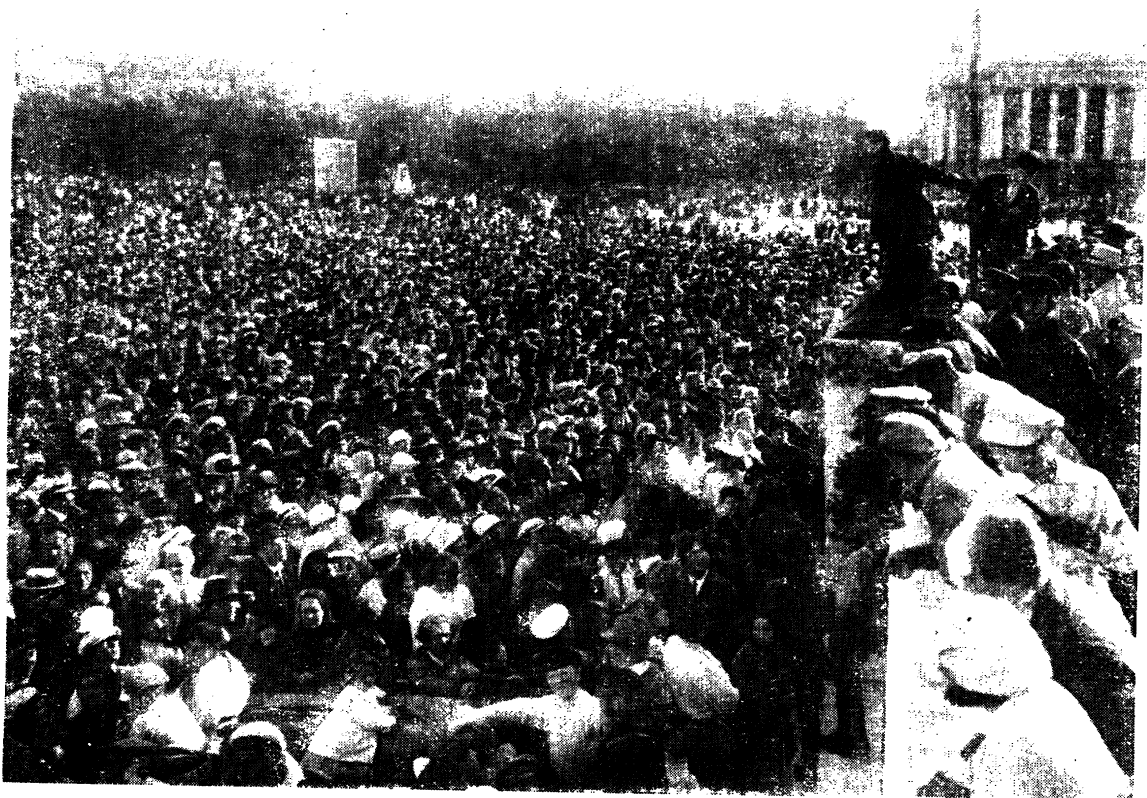
« Mais son internationalisme n'est pas un internationalisme de paix, permettant à tout le prolétariat européen d'accroître les libertés générales, et par elles sa puissance propre ; lui permettant aussi de concentrer sur la transformation nécessaire de la propriété toutes les ressources de force morale et de force budgétaire qui sont dévorées aujourd'hui ou par la guerre, ou par la paix armée. Non ; comme ce n'est pas de la croissance régulière du prolétariat et du progrès des démocraties qu'il attend la délivrance des salariés, mais de commotions profondes qui feront jalkir du sol déchiré la force révolutionnaire, les cataclysmes les plus vastes seront les plus féconds. — Or, comme on ne peut se représenter de pire catastrophes que la guerre entre les grandes puissances, Guesde devenait logiquement — selon Jaurès — le partisan de toutes les guerres. » (1).

Précisément. Il y a « l'internationalisme paisible », pacifiste, petit-bourgeois, réformiste, qui craint les

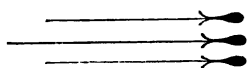
(1) Jean Jaurès : *Discours parlementaires*, Paris, 1904, p. 116, 117.



LA TERREUR EN RUSSIE. -- Une manifestation en l'honneur de la Troisième Internationale sur la place Ouritsky, à Pétrograd.



LA TERREUR EN RUSSIE. -- Un meeting monstre en l'honneur de la Troisième Internationale sur la place Ouritsky, à Pétrograd



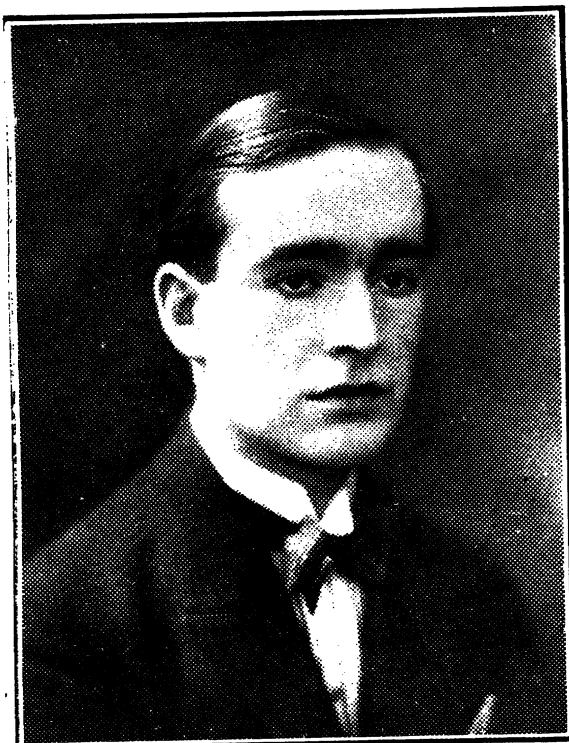
LE PROCÈS DES COMMUNISTES



Pierre MONATTE
Directeur de la *Vie Ouvrière*



Fernand LORIOT
Secrétaire International du Parti

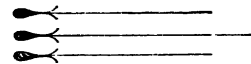


Maurice PAZ
Défenseur de Monatte



J.-L. THAON
Défenseur de Loriot

S AUX ASSISES DE LA SEINE



Boris SOUVARINE
Directeur du *Bulletin Communiste*



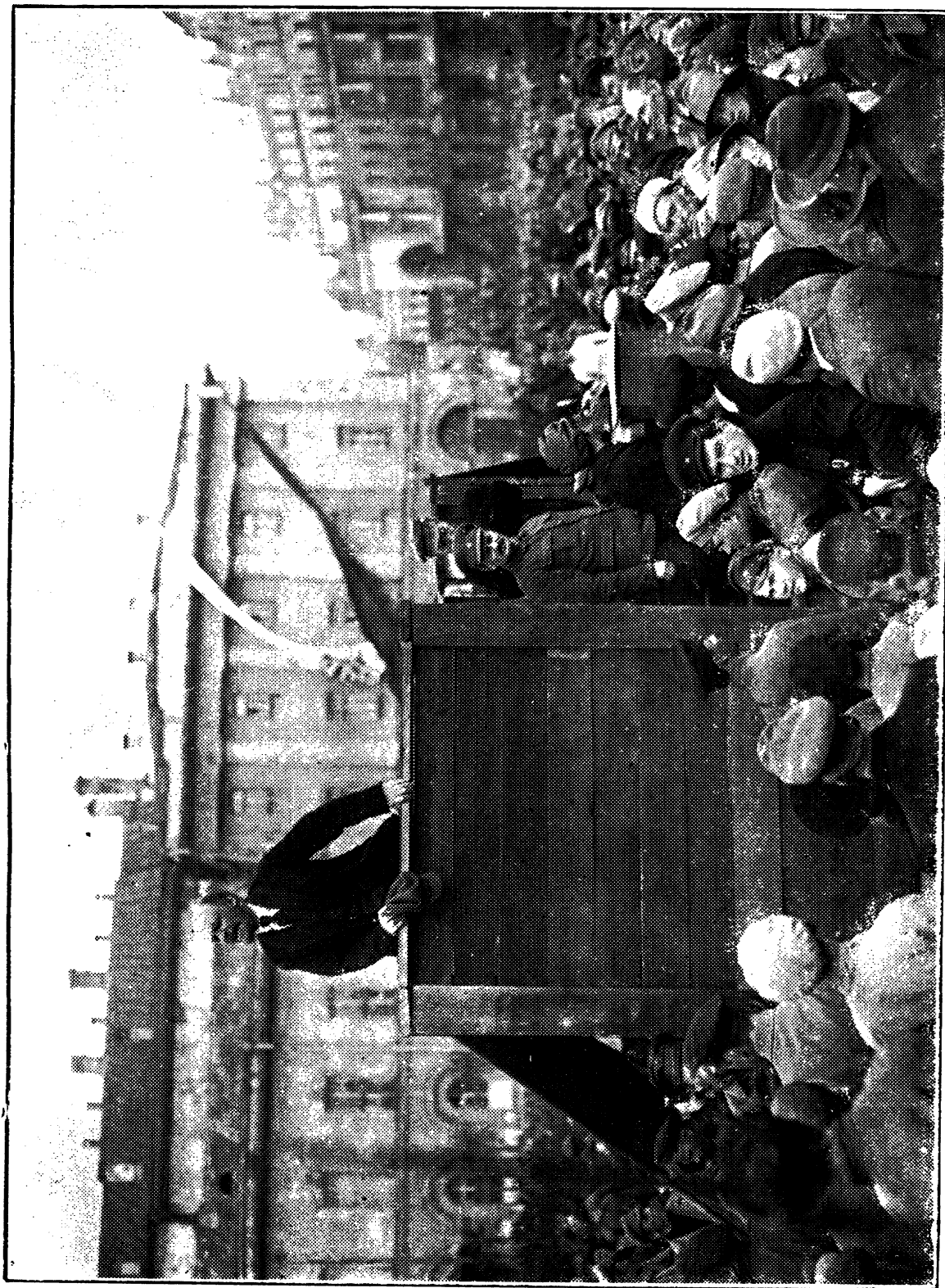
MONMOUSSEAU
Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine



Antonio COEN
Défenseur de Souvarine



Henry TORRÈS
Défenseur de Monmousseau



LA TERREUR EN RUSSIE. --- Un discours de Lénine en plein air. Après de la tribune, à droite, Trotsky. Cherchez la garde chinoise et les prétoriens lettons ! M. Millerand se hasarderait-il à parler ainsi, sans protection, à Belleville ?

« secousses », ne sait que soupirer en songeant à la vie pacifique, à l'évolution indolore et aplanit en fait le terrain pour la bourgeoisie, — c'est-à-dire pour l'impérialisme réactionnaire. Les partisans de cet impérialisme peuvent être, quant à eux, les gens les mieux intentionnés, les plus bienfaisants. Ils n'en sont pas moins, d'un point de vue objectif, des jouets entre les mains du *nationalisme* le plus nocif. Et il y a un autre internationalisme qui n'est point paisible, mais au contraire militant, l'internationalisme marxiste, celui dont Guesde lui-même encore marxiste à cette époque, défendait en 1885 les principes essentiels.

Jaurès et les jaressistes, de même que les socialistes pacifistes allemands de la tendance Bernstein — et plus tard Kautsky — liaient toujours partie avec le pacifisme bourgeois. Il n'en pouvait être autrement. Ils avaient trop de choses en commun.

A la même époque Guesde — avant la désagrégation du guesdisme — et ses amis se livraient à la campagne la plus énergique contre le pacifisme. A propos du quatrième congrès de la Paix (1892) Guesde écrit un article éloquent intitulé : *Un Congrès de Fous*. « Jamais encore, écrit-il, il n'y eut tant de guerres — et de si horribles guerres — que depuis qu'ils se sont mis (les pacifistes) à combattre la guerre ». Et Guesde prouve à ces « maniaques » que « l'on ne peut tuer les guerres extérieures que par la guerre sociale » (1). Il sait parfaitement que les guerres actuelles réalisent « la dernière et la pire des formes du cannibalisme ». Mais il sait également que ce cannibalisme ne peut pas être combattu par le pacifisme. Quand en 1898 ont eu lieu les préparatifs de la première conférence de la Haye, à laquelle Jaurès accordait une si grande importance, Guesde écrit que *Le tsar s'amuse et décoche aux pacifistes ses plus amers sarcasmes* (2).

En 1885-1892-1898 Guesde est le disciple de Marx et Engels tandis que Jaurès, en mettant les choses au mieux, propage le kautskysme de l'époque, mais sur des bases françaises. En 1914-1916 guesdisme et jaressisme rivalisent de... chauvinisme.

Jaurès bien avant croyait avoir réussi à accabler Guesde en démasquant aux yeux des bons bourgeois toute « l'horreur » du guesdisme révolutionnaire.

Jaurès cependant n'avait révélé qu'une chose : sa propre faiblesse, le « confusionnisme » qui lui était propre dans toutes les grandes questions du socialisme, comme dans celle qui a trait aux rapports du socialisme et de la politique extérieure.

Jaurès était complètement incapable de concevoir l'attitude marxiste dans la question de la guerre. Ce que Guesde soutenait en 1885, c'était, à son avis, une sorte de « justification révolutionnaire de la guerre » grosse de dangers (p. 123), une sorte de « militarisme révolutionnaire », — un « socialisme » qui entreprend contre le capitalisme anglais et l'autocratie moscovite une double guerre napoléonienne », — c'était une misérable « parodie du passé » (p. 132).

C'est que Guesde ne comprenait pas, voyez-vous, les « lois de l'évolution » qui font que « plus les problèmes sont vastes et complexes et plus un long

état de paix entre les nations est nécessaire. » (p. 131).

Jaurès est mort le jour où éclatait la guerre impérialiste. Il a été assassiné par les impérialistes français. Nul ne peut dire ce qu'il eût fait s'il avait vécu jusqu'à la grande folie du massacre, pendant laquelle tant d'hommes ne surent pas résister au courant du chauvinisme. Jaurès est mort à son poste, il est mort en vaillant démocrate qui jamais ne cessa de démasquer les turpitudes des ministres et des diplomates bourgeois.

Autre et plus triste a été le sort de Jules Guesde. Il a, au déclin de ses jours, adoré ce qu'il avait brûlé. Il est passé au camp des socialistes chauvins...

Le socialisme français ne se fit jamais remarquer par la fermeté de sa ligne de conduite et par sa fidélité à la théorie marxiste. La tradition des guerres libératrices devait en outre être particulièrement forte en France, par suite des influences historiques. Le terrain y était particulièrement favorable à l'idéologie des guerres défensives, des guerres « justes ».

Et cette tradition vieillie, la bourgeoisie s'est naturellement attachée à la cultiver avec soin. Elle était absolument nécessaire à la justification de la grande politique impérialiste de la bourgeoisie française et à l'idée de la revanche contre l'Allemagne.

Nous ne voyons pourtant pas (jusqu'à la guerre de 1914-1915) de criterium de défense nationale unanimement accepté et défendu parmi les socialistes français.

Les opportunistes, les futurs indépendants (mille-randistes) soutinrent toujours la théorie de la défense nationale.

Jean Jaurès fut toujours avec une égale ardeur, l'avocat du pacifisme et celui de la défense nationale. Un lien logique la relie en effet au pacifisme. Le pacifisme ouvre toutes les perspectives que l'on veut, sauf celle de la guerre civile, de la révolution. Inlassablement, ardemment il prône la paix. Mais quand la paix n'est plus, quand la guerre a éclaté, il ne voit pas d'issue hors la « défense nationale ». Une guerre finie, il recommence, en attendant l'autre, à prêcher de nouveau non la révolution, mais la paix. Du pacifisme au social-chauvinisme et du social-chauvinisme au pacifisme, tel est le cercle vicieux dont ne sortira jamais la pensée du plus grand des socialistes pacifistes, s'il ne veut pas la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Le jaressisme en tant que tendance ne cessa jamais de soutenir la nécessité de la défense nationale et, sans doute, la théorie de la guerre défensive. Quant à son aile droite, point n'est besoin d'en parler. Les citoyens de Pressensé, Gérault-Richard dans la *Petite République* (au temps où elle était encore socialiste), dans l'*Humanité*, Viviani (au temps où n'étant pas encore ministre il était encore un « citoyen ») défendirent en véritables social-patriotes, et avec la plus vive passion, la théorie de la guerre défensive (1).

Mais des jaressistes tels que Sembat, qui par la suite devait devenir ministre, se gardèrent bien au moment où s'épanouit l'impérialisme français de manifester un semblable patriotisme. Quand un conflit

(1) *Le Socialiste*, 31 juillet 1892. *En Garde*, Paris 1911, p. 177-178.

(2) *Ibid.*, 179-182.

(1) Voir dans le livre de G. Hervé des extraits suggestifs des discours opportunistes et patriotes de ces socialistes. *Leur Patrie*, p. 114, 249, 251. Edition de Zurich.

se produisit entre les gouvernements français et turc, ce dernier ayant lésé les intérêts d'une clique de financiers français représentée par les sieurs Lorando et Tubini, Marcel Sembat prononça à la Chambre un discours retentissant dans lequel il disait notamment :

« Le massacre de 300.000 Arméniens ne vous touche pas. Mais quand deux requins de la finance perdent 300.000 francs vous êtes prêts à déclarer la guerre ». (C'est en réponse à ce discours que M. Delcassé prononça la phrase devenue classique : « Assez longtemps nous avons joué les Don Quichottes ! ») (En d'autres termes il fit constater alors que l'intérêt d'une poignée de financiers était certes plus cher aux gouvernements impérialistes que l'émancipation des Arméniens, à laquelle ne peuvent évidemment s'intéresser que les gens atteints de donquichottisme...)

Le socialiste qui tenait un semblable langage n'aurait certes pas pu soutenir la guerre contre les Turcs (par exemple) si même la bourgeoisie l'avait qualifiée de « défensive ».

Mais la lutte la plus décisive contre le social-patriotisme fut le fait de Guesde et des marxistes français. Nul ne flétrit le patriotisme de sarcasmes aussi cruels que Guesde et Lafargue (voir les pamphlets de ce dernier). Les guesdistes combattaient avec raison l'anti-patriotisme vulgaire du sieur Hervé ancienne manière.

Ils étaient tout aussi impitoyables pour les social-patriotes.

Dès 1901, guesdistes et blanquistes (Vaillant) éditérent en commun, au moment de la conscription *Le Conscrit*, feuille où les thèses de la « défense nationale » étaient âprement combattues.

« Conscrit, tu es le mouton inintelligent que l'on mène à l'abattoir ! *Les prolétaires n'ont pas de patrie*. Ils n'ont qu'un ennemi : le bourgeois, — leurs frères de misère sont leurs alliés. Tu dois le savoir et ne jamais l'oublier », — guesdistes et blanquistes écrivaient ceci en 1908 dans la feuille précitée.

On ne peut cependant pas dire que les guesdistes n'aient fait aucune concession au patriotisme « jauresiste ». Mais d'une façon générale la gauche marxiste du parti socialiste français — surtout avant sa fusion avec les opportunistes en 1904 — fut pure et de pacifisme et de social-chauvinisme.

Le fait demeure donc établi que, parmi les militants du mouvement ouvrier français, des cris d'alarme ont été jetés, dévoilant tout le danger des théories de la guerre défensive et les dénonçant comme se servant qu'à la bourgeoisie pour duper les travailleurs.

Une place d'honneur appartient sous ce rapport au remarquable pamphlet *La guerre qui vient* dû à la plume de Francis Delaisi et qui parut en mai 1911, à Paris. Les prédictions faites par Francis Delaisi se sont vérifiées sur toute une série de points importants.

Toute la diplomatie internationale, écrivait F. Delaisi, « est maintenant entre les mains d'un petit groupe de financiers et d'industriels et n'opère que dans l'intérêt de leurs emprunts extérieurs et de leurs affaires. L'ambassadeur d'une grande puissance n'est plus aujourd'hui que l'agent des banques ou des grandes firmes commerciales... — Une petite coterie d'hommes d'affaires et de financiers peut décider la guerre et jeter notre pays dans la plus périlleuse aven-

ture... Nos gros bonnets de la finance (française) vendent à leurs collègues anglais, pour quelques concessions de chemin de fer turcs, la vie de centaines de milliers de Français... Il va de soi que la convention militaire à passer entre la France et l'Angleterre sera officiellement déclarée « défensive »... On jettera de la poudre aux yeux des Français en leur parlant de *l'honneur national*, des « intérêts supérieurs de la patrie et de la civilisation », etc. Mais à l'heure actuelle toutes les guerres sont « défensives ». Demandez à un Français quel fut l'agresseur en 1870 et il vous répondra avec assurance que ce fut le falsificateur de la dépêche d'Embs : Bismarck. Posez la même question à un Allemand, et il vous dira que Napoléon III fut l'agresseur, puisqu'il déclara la guerre. En fait, quand une guerre éclate c'est que les deux belligérants l'ont voulue. Quand les impérialistes français et anglais seront prêts, prophétise notre auteur, « nous lirons dans tous les journaux, en lettres d'un pouce ces mots, gros de conséquences :

— La neutralité belge est violée !!!

— L'armée allemande marche sur Lille !!!

Etc., etc.

F. Delaisi invitait les socialistes à lutter de toutes leurs forces contre les théories de « guerres défensives », dont la bourgeoisie de tous les pays a le plus grand besoin, pour tromper les peuples, pour amener l'ouvrier et le paysan à verser leur sang au profit de quelques magnats de la finance. Quelques années avant la guerre, F. Delaisi prédisait que si les travailleurs socialistes ne se préparaient à la lutte contre la guerre qui venait, ils seraient également bernés dans tous les pays, par les impérialistes qui ne manqueraient pas de crier partout et toujours que « leur patrie » ne soutient qu'une « guerre défensive ».

Hélas ! quand la guerre vint, quand se vérifièrent toutes les prédictions de F. Delaisi, le parti socialiste français se trouva, non du côté des ennemis du massacre impérialiste, mais du côté de ses partisans.

Telle devait être la destinée des partis socialistes « officiels » de la 2^e Internationale !

G. ZINOVIEV.

NOTRE SOUSCRIPTION

42^e LISTE

Henry Gobry (15^e Sect.), 2 fr.— Mathon, 3 fr.— Un communiste de Neufmesnil (Nord), 5 fr.— Un ex-reconstructeur, écoeuré de l'attitude de Longuet, Paul Faure et Cie, 5 fr.— Liste n^o 43 fr.— Ch. Rapin, 3 fr.— Un noyauteur, 0 fr. 50.— Pour l'acquiescement des compteurs, trois copains du Bâtiment, 10 fr.— R. C., Gennevilliers, 5 fr.— Une chômeuse, 0 fr. 50.— Honte à Maurin et Mauranges, 2 fr.— Un communiste, 1 fr. 50.— Supplément d'abonnement S. B., 3 fr. 50.— Liste n^o 28, 14 fr. 70.— Un communiste de Rouen, 2 fr.— Pour le *Bulletin* à 32 pages, un abonné de la première heure, 5 fr.— Henri K., 2 fr. 50.— Lucien Girard, 2 fr.— Citoyenne Louise Girard, 2 fr.— Fouquet, Bordeaux, 10 fr.— Liste n^o 256, versé par Perrin, 30 fr.— Contre les provocations gouvernementales, C. J., Amiens, 2 fr.

Total de la 42^e liste.....Fr. 159 20

Total des listes précédentes..... 11.860 75

Total général.....Fr. 12.019 95

Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique

L'année 1919 fut pour les ouvrières de l'Europe Occidentale une année de lutte active, acharnée et infatigable pour l'égalité politique. Cette année de lutte fut en même temps une année de victoire. Les femmes d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne et de Hollande ont obtenu la reconnaissance en leur faveur, reconnaissance juridique au moins, de tout ou partie des droits réservés aux hommes. Les femmes ont vaincu, mais cette victoire est fictive, car les droits politiques sont une arme puissante d'édification de la société libre seulement dans le cas, où le pouvoir tout entier se trouve entre les mains des ouvriers et paysans. Et cette année de lutte a démontré aux ouvrières européennes et américaines l'évidence de cette vérité. Elle leur a démontré que, tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, ni le droit de vote, ni les institutions parlementaires ne peuvent abolir l'exploitation capitaliste. Elle leur a prouvé que pendant une période de guerre civile acharnée, l'important n'est pas le droit d'élire ou d'être élu à tel ou tel gouvernement bourgeois, mais la prise du pouvoir par les masses travailleuses, la dictature du prolétariat. Tant que cette dictature ne sera pas solidement établie, toutes les améliorations partielles dans le domaine économique ou politique ne seront que des châteaux de cartes qui s'écrouleront au premier choc de la bourgeoisie.

Le mouvement féministe en Allemagne, au cours de la période qui date de la « Journée internationale de la femme » en 1919 jusqu'à nos jours, présente le tableau suivant :

La célébration de la « Journée internationale » eut lieu dans une atmosphère de victoire, car la lutte révolutionnaire avait donné enfin aux ouvrières et paysannes allemandes les mêmes droits qu'aux hommes. Mais cette victoire n'aveugla pas les femmes communistes qui n'interrompirent pas leur propagande révolutionnaire. Ce n'est pas à la collaboration avec la bourgeoisie qu'elles appelèrent la classe ouvrière, hommes et femmes, mais à la lutte décisive pour l'obtention de la plénitude du pouvoir, pour l'introduction du régime communiste. « La violence ne peut être renversée que par la violence ». Et les ouvrières ne déposèrent pas les armes. Pendant toute une année, elles menèrent une guerre infatigable et sanglante contre leur ennemi de classe : la bourgeoisie.

Pourquoi luttèrent-elles ?

Pour elles, pour le droit au travail, pour leurs enfants affamés, pour le droit au pain. Elles luttèrent contre la guerre et contre la paix des bandits, contre le fardeau écrasant des impôts, la dissipation des deniers publics et la spéculation.

La vie quotidienne des ouvrières a-t-elle changé depuis leur émancipation ? Non. Au cours d'une réunion nombreuse, tenue au mois de juin 1919, et dans laquelle on discutait la question du remplacement de la main-d'œuvre féminine par celle des hommes revenus du front, les ouvrières de Berlin firent le plus sombre tableau de leur situation.

« Après avoir fait de nos maris de la chair canon » — dit une ouvrière de la maison Auer — « on nous a envoyées de force dans les fabriques où, pour notre labeur forcené, nous avons reçu

des salaires de famine. Et maintenant, on nous renvoie, on nous jette à la rue où la faim et la prostitution nous guettent ».

« Le gouvernement socialiste » — dit une autre, — ne s'occupe pas de nos invalides du travail. La pension la plus élevée, en cas de perte totale de la capacité de travail, ne dépasse pas 858 marks par an. De cette somme, il faut déduire 260 marks pour le logement, 75 pour le chauffage et 8 pour les impôts d'Etat et les impôts communaux. Il reste pour la nourriture, les vêtements, les chaussures et l'entretien de la famille, si l'on en a une, 515 marks seulement, soit 10 marks par semaine.

La situation de l'invalidé de guerre dans « l'Etat socialiste » de Noske-Scheidemann n'est pas meilleure. En tout et pour tout, il reçoit 4 marks 90 pfennigs par jour. Qu'il soit célibataire ou qu'il ait de la famille, qu'il lui faille ou non un traitement spécial, — la bourgeoisie trouve que cette aumône doit lui suffire.

Les enfants ont particulièrement à souffrir de la misère allreuse du prolétariat allemand. Les femmes communistes allemandes conjointement avec les ouvrières membres du Parti indépendant, ont organisé une agitation énergique en faveur de la maternité et de l'enfance.

Le camarade Liez, membre du Parti indépendant, déposa le 17 avril à l'Assemblée Nationale un projet de loi dans lequel il demandait pour les ouvrières enceintes un repos de huit semaines avant et après l'accouchement, avec conservation du salaire habituel, de plus l'assistance médicale gratuite pour les accouchées et pour les mères allaitant leurs enfants.

A la suite de longs débats, cette proposition fut acceptée sous la forme suivante :

- 1° Une ouvrière assurée reçoit pour son accouchement un subside de 50 marks en un seul versement ;
- 2° Pendant les quatre semaines précédant l'accouchement et les six semaines suivantes, elle reçoit quotidiennement 1 mark 50 pf ;
- 3° Pour l'assistance médicale, on lui donne 20 marks ;
- 4° Si la mère allaite son enfant, elle reçoit, durant douze semaines, 75 pf. par jour.

Telle est l'assurance de la maternité dans un pays où une bouteille de lait coûte 3 marks.

La situation de la mère avec un enfant naturel est pire. Pour de soi-disant raisons « morales », on ne lui prête presque aucune aide. Les femmes accouchant huit semaines après la libération de leur mari du service militaire sont privées de l'assistance habituelle.

L'assurance de la maternité ainsi organisée ne tranche pas le problème et les ouvrières doivent de nouveau recourir à des moyens révolutionnaires de lutte. Il leur faut également lutter pour l'égalisation de leur salaire à celui des hommes et contre les dérogations commises par les entrepreneurs à la loi de la journée de huit heures conquise par la révolution.

Après une année de lutte, la situation économique des ouvrières ne s'est pas améliorée ; le gouvernement bourgeois n'a pas été en mesure de venir à bout de la désorganisation et de la famine,

et les ouvrières allemandes exigent avec une insistance croissante la remise du pouvoir entre les mains des paysans et des ouvriers.

**

La situation des ouvrières en Autriche est loin d'être meilleure qu'en Allemagne.

Là aussi elles ont à soutenir une lutte énergique, et voici le tableau de leur mouvement que dessine Schleisinger dans le journal *La Socialiste* du 6 avril 1919.

La révolution dota d'égalité politique complète tous les peuples de l'Autriche. Elle accorda aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes et celles-ci prirent la part la plus active aux élections de l'Assemblée Nationale.

Les social-démocrates craignaient que, par suite du droit électoral des femmes, des candidats réactionnaires et cléricaux ne fussent élus ; mais ce fut le contraire qui arriva. Les réactionnaires furent blackboulés et les social-démocrates obtinrent la majorité des voix. Le dixième de la fraction social-démocrate au Parlement est composé de femmes.

La tâche la plus pressante qui incombe aux élues au Parlement est d'alléger la misère des ouvrières et des enfants affamés.

La tâche est pénible, la dictature du prolétariat et le communisme pouvant seuls créer aux ouvrières, dans ce domaine comme dans les autres, des conditions de vie humaine.

La révolution, qui avait donné aux femmes le droit de vote, éveilla parmi les ouvrières l'intérêt pour la vie politique et pour la lutte révolutionnaire.

Le nombre des femmes, membres des organisations régionales des différents partis à Vienne au mois de juillet 1919, montait déjà à 2.000. Au mois de juin de la même année, des débats animés eurent lieu dans toutes les organisations autrichiennes sur la question de savoir si les organisations indépendantes de femmes étaient nécessaires. La masse des ouvrières, à l'unanimité, se prononça pour la négative. Les mêmes organisations doivent réunir les hommes et les femmes, car elles luttent contre un seul et même ennemi et marchent vers un seul et même but. Mais la propagande et l'agitation parmi les ouvrières se fait par un groupe spécial d'agitation formé de femmes, élues par l'organisation générale du parti.

A Vienne, le 2 août 1919, une conférence d'ouvrières eut lieu, à laquelle prirent part les représentants du Tyrol, de la Syrie, de la Corinthe, de Salzbourg, de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. La conférence délibéra sur la question de l'organisation du travail parmi les femmes et leurs relations avec le parti. Toutes les déléguées, sauf une seule, se prononcèrent pour la coopération des ouvriers et des ouvrières en une seule et même organisation, mais elles demandèrent également la création d'un groupe spécial d'agitation parmi les femmes.

Le Parteitag, composé de la Tchéco-Slavie, de la Bohême et de la Moravie, pays détachés de l'Autriche, siégea à Teplitz-Mechau, le 30 août 1919.

A cette séance, on élit dans l'organisation générale du parti, un groupe spécial destiné à s'occuper des intérêts des ouvrières de ces pays de l'ancienne Autriche. Cette conférence, à laquelle 65 délégués prirent part, fut clôturée par les paroles suivantes d'Adélaïde Papp : « Nous sommes persuadés que bientôt sonnera l'heure où l'organisation universelle des ouvriers abolira toutes les frontières et où, en dépit de tous les obstacles, nous serons tous frères et sœurs. »

Ainsi que les Autrichiennes, les femmes tchéco-slovaques reçurent les mêmes droits que les hommes. Le 15 juin, les ouvrières et les paysannes tchéco-slovaques prirent part pour la première fois aux élections municipales. On appréhendait également que les femmes (surtout en Moravie où le clergé est très influent) donnassent leurs voix aux candidats réactionnaires ; mais le résultat des élections ne justifia pas ces craintes. Au contraire, grâce aux femmes (qui formaient 60 % des électeurs), le parti social-démocrate arriva en tête de la liste.

L'activité extraordinaire des paysannes au cours des élections est intéressante à noter. Dans certains villages, elles se rendirent toutes ensemble aux urnes et votèrent comme un seul homme pour les social-démocrates. Les social-démocrates obtinrent à ces élections un million de voix dont 600.000 féminines. Les ouvrières tchéco-slovaques ont donc brillamment passé leur premier examen politique, et l'on est en droit d'espérer qu'au moment décisif du dernier combat contre l'impérialisme mondial, elles ne seront pas les dernières dans les rangs des champions révolutionnaires.

Les ouvrières et les paysannes de Hongrie ne restèrent pas passives dans la période de la lutte la plus acharnée du prolétariat hongrois pour sa libération. Par dizaines de mille, elles furent dans les rues, aux côtés des ouvriers, les aidant de la parole et de l'action, mourant avec eux pour la liberté des travailleurs. Le nombre des ouvrières membres du parti hongrois est très grand. Les paysannes participent d'une façon particulièrement active aux organisations de parti, organisations devant lesquelles se dresse entre autres un problème sérieux. Sur 4 millions de femmes ayant en Hongrie droit de vote, 1 million sont complètement illettrées. Une masse énorme d'ouvrières et de paysannes se trouve encore entièrement sous l'influence du clergé catholique. « Nous avons en perspective un ouvrage immense, mais un ouvrage vivant, fécond. Les semences jetées par la révolution donneront des germes magnifiques », écrivait Sirène Bukhinger, dans *La Socialiste* (numéro de *La Journée des ouvrières* en 1919).

Tout le prolétariat autrichien et surtout les paysannes et les ouvrières étaient enivrés par la victoire. Tout le monde attendait des miracles de l'égalité politique. Mais, en Autriche comme en Allemagne, au songe joyeux succéda un réveil pénible. Elfrida Fridlander écrivit à ce sujet, pour la *Journée des ouvrières* de 1920, les lignes suivantes : « Autant les ouvrières et les paysannes avaient, tout d'abord, montré d'intérêt pour la vie politique et participé d'une façon active aux élections à l'Assemblée Nationale, autant maintenant elles se sont détachées du mouvement. Elles ont perdu l'espoir d'améliorer leur vie au moyen de l'Assemblée Nationale, elles ne croient pas que l'égalité politique dans un régime bourgeois puisse abolir la famine, la misère, la prostitution. Et en même temps croit en elle la conscience que la remise de la plénitude du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière est une nécessité impérieuse. »

Voilà pourquoi, surtout en province, les ouvriers, les ouvrières et les paysannes, ces derniers temps, entrent en nombre de plus en plus grand dans les rangs du Parti Communiste.

**

Nous avons dit que les ouvrières et les paysannes de l'Europe Occidentale peuvent célébrer l'année 1919 comme une année de victoire. Mais pour la France ce n'est pas exact. Nulle part le travail des femmes ne fut exploité à tel point qu'en France pendant la guerre, et nulle part la lutte

pour les droits des femmes ne fut menée aussi mollement qu'en ce pays.

Le 21 mai 1919, elles reçurent quelques droits politiques insignifiantes, mais toute tentative de lutte révolutionnaire est, comme par le passé, sévèrement punie. Comme par le passé, le 1^{er} mai 1920 fut un jour de tuerie pour les ouvriers et les ouvrières ; comme par le passé, le pavé de Paris fut rougi du sang ouvrier.

Louise Saumoneau, champion du mouvement féminin français, champion qui, dans les derniers temps, a beaucoup évolué à droite, écrit ce qui suit dans son appel aux travailleurs :

« Dans tous les pays où règne le capitalisme, la situation des ouvrières est la même. L'exploitation et l'esclavage sévissent partout, et quoique les mots : « Liberté, Egalité, Fraternité » soient inscrits au fronton de toutes nos casernes, prisons et palais ministériels, ils ne sont que lettre morte pour la bourgeoisie qui n'en poursuit pas moins sa politique de cruauté. La vie elle-même, continue la camarade Saumoneau, nous appelle, nous, ouvrières et paysannes, à la lutte révolutionnaire. Serrons nos rangs, groupons-nous en organisations de production et en organisations politiques. Mettons fin à l'exploitation des ouvriers et des ouvrières. Il est temps de transformer la propriété privée en propriété nationale. Mais l'émancipation de la classe ouvrière est impossible tant que la bourgeoisie est au pouvoir ; c'est pourquoi il nous est indispensable de conquérir tout le pouvoir ; il faut absolument que les ouvriers et ouvrières, les paysans et paysannes puissent établir eux-mêmes les lois qui les régiront et les faire exécuter.

« Jusqu'à présent, les ouvrières de France ont été à l'avant-garde du mouvement ouvrier ; nous devons y rester jusqu'à l'entière victoire du prolétariat mondial sur la bourgeoisie internationale, jusqu'au triomphe définitif du régime communiste. »

**

Dans tous les pays, les femmes ont obtenu des droits plus ou moins étendus ; mais il est intéressant de noter que l'étendue des droits politiques accordés aux femmes a varié dans chaque pays en raison inverse de la force de la bourgeoisie dans ce même pays.

En Autriche, par exemple, les femmes jouissent de tous les droits à partir de 21 ans ; en France, à partir de 24 et en Angleterre à 30. Enivrée par sa victoire, la bourgeoisie n'a cru devoir accorder aux femmes les droits civils qu'à l'âge où elles ont des enfants en bas âge et sont surchargées de soins domestiques. La bourgeoisie anglaise a eu peur de donner le droit de vote à la jeunesse révolutionnaire, sachant bien que celle-ci voterait contre elle.

Ainsi, les femmes n'ont pu toujours participer aux élections ; mais, là où elles ont voté, elles ont donné leurs voix aux socialistes ; une femme seulement, lady Mac Arthur, membre du Parti Indépendant, a été élue au Parlement.

Malgré cet échec, les ouvrières anglaises n'ont pas perdu courage et poursuivent énergiquement leur lutte contre la bourgeoisie en prenant une part très active au mouvement ouvrier dans les villes.

Le 24 juin, au cours d'un congrès du parti, tenu à Southport, les ouvrières convoquèrent une conférence à laquelle assistèrent 154 déléguées, venues de tous les coins de l'Angleterre. Dans son rapport, la présidente du congrès, Suzanne Laurens, déclara que le pays était couvert d'un

réseau d'organisations d'ouvrières adhérant étroitement au Parti Ouvrier, effectuant un travail intense et en état de croissance ininterrompue. Outre leur participation à la lutte commune, les ouvrières font de la propagande pour la protection de la maternité et de l'enfance, pour l'amélioration des habitations, etc. Mais c'est avec une énergie toute particulière qu'elles ont réagi contre le chômage qui a été la conséquence de la démobilisation de l'armée.

La conférence élaborera une série de revendications économiques et politiques qu'elle présenta au gouvernement.

Au point de vue économique, les ouvrières réclamaient la réglementation des prix des produits alimentaires, l'organisation de réfectoires publics et l'alimentation gratuite des citoyens pauvres.

En outre, la conférence exigeait que le gouvernement assurât du travail aux femmes renvoyées par les patrons.

Au point de vue politique, elle se prononça pour la non-intervention de l'Angleterre dans les affaires de la Russie soviétiste et pour la démobilisation de l'armée.

La conférence espérait qu'il serait fait droit à ses réclamations, très modérées dans l'ensemble, mais bientôt elle put se convaincre que la bourgeoisie se souciait très peu de l'amélioration de la situation économique de la classe qu'elle exploitait. C'est le Comité Central des Ouvrières britanniques qui se chargea de la protection des femmes renvoyées des usines et fabriques ; à cet effet, il organisa spécialement pour elles différents cours professionnels et s'occupa de leur trouver du travail à la fin de leurs études.

Les ouvrières irlandaises manifestent aussi un intérêt très vif pour la vie politique. Le syndicat des ouvrières irlandaises a élaboré une série de mesures, votées à l'unanimité au cours d'une série de meetings.

Ces mesures sont :

- 1° Contrôle ouvrier sur la production ;
- 2° Amélioration des conditions du travail pour les adolescents et pour les ouvriers âgés. (En Angleterre, les enfants de 14 à 15 ans travaillent 8 à 9 heures par jour) ;
- 3° Pour les ouvrières de 14 à 15 ans, liberté de 5 heures par semaine pour la fréquentation des cours d'instruction primaire, couture, etc.

Le 21 avril 1920, eut lieu à Londres une conférence nationale des ouvrières qui réunit 400 déléguées, représentant 180 organisations.

Les débats qui se déroulèrent au cours de cette conférence, montrèrent que, depuis la conférence du 24 juin 1919, le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour assurer la protection de la maternité et de l'enfance ; que le repos de 6 semaines, avant et après les couches, n'était encore qu'un beau rêve pour les ouvrières anglaises qui n'osaient même pas songer à la possibilité de recevoir leur plein salaire pour cette période. Les ouvrières britanniques constatèrent que leur pays si riche et si vaste se trouve, sous ce rapport, très en arrière même de la petite et pauvre Norvège. La conférence formula le vœu de l'enseignement obligatoire pour toute la jeunesse jusqu'à l'âge de 18 ans et de la défense absolue aux femmes de participer à tous les travaux supplémentaires qui se font la nuit et qui exténuent l'organisme. La question de l'égalisation des salaires entre hommes et femmes provoqua de vifs débats. « Cette question — dit une déléguée — a de l'importance non seulement pour nous, mais pour toute la classe ouvrière, parce que, par suite de l'infériorité de nos salaires, nous faisons concurrence aux ouvriers, nos camarades. Pour combat-

tre l'exploitation du travail de la femme, il nous faut faire front commun avec les ouvriers ».

La proposition de Marie Philippet que toutes les ouvrières travaillant aux fabriques et usines doivent appartenir au parti, donna également lieu à des débats assez mouvementés.

La conférence fut clôturée par une résolution exigeant le rappel d'Europe des troupes exotiques et l'indépendance de l'Irlande.

**

Quant aux femmes italiennes, il est à noter que bien que le Parlement ait résolu en principe qu'elles jouiront des mêmes droits que les hommes, le projet relatif à cette question a été surchargé d'un si grand nombre d'amendements que la loi ne pourra entrer en vigueur avant le mois d'août prochain. Mais les ouvrières italiennes, dans l'attente de cette loi, ne restent pas inactives et ne se tiennent pas à l'écart du mouvement révolutionnaire. Toutes les organisations d'ouvrières et de femmes italiennes ont adhéré à la 3^e Internationale, conjointement avec le Parti socialiste, avec lequel elles fusionnent.

En dépit de toutes les difficultés et représailles du gouvernement, les ouvrières italiennes ont fait parmi leurs sœurs une propagande très énergique des idées communistes.

Leurs efforts ont complètement réussi. Le groupe des femmes socialistes de Rome a adressé, à la fin de l'année 1919, à l'Internationale des ouvrières la résolution qui suit :

« Le groupe des femmes socialistes de Rome est convaincu que le traité de Versailles ne conduira qu'au renforcement de l'impérialisme mondial. Il rendra encore plus lourde l'oppression des masses prolétariennes et augmentera la misère, la famine et la mortalité infantile. L'action armée de l'Entente contre la Russie et la Hongrie est en contradiction flagrante avec le droit des nations d'organiser librement leur régime politique.

« Le groupe de femmes socialistes considère cette action comme une tentative pour étouffer le jeune régime communiste qui a pris naissance en Russie soviétiste et qui seul peut émanciper les travailleurs du monde. Le groupe proteste énergiquement contre cette violence qui ne pourra qu'engendrer de nouvelles guerres et de nouvelles victimes.

« Ceci posé, le groupe des femmes socialistes fait appel aux prolétaires de tous les pays et les invite à l'organisation d'une Internationale des travailleurs ».

**

Le Parti Socialiste de Suisse s'était divisé, dès le début de la guerre, en deux camps opposés. La majorité se rangea du côté de la bourgeoisie, mais la minorité évolua d'une façon continue de Zimmerwald à la 3^e Internationale. La jeunesse et les ouvrières ont adhéré à cette minorité du Parti socialiste.

Les ouvrières de Suisse se déclarèrent contre la guerre et lancèrent à la conférence des femmes, tenue en 1915 à Berne, le cri : « A bas la guerre ! Vive le prolétariat mondial ! » Bien que la Suisse fût restée neutre pendant la guerre, la vie chère et le chômage qui en furent les conséquences, affectèrent néanmoins ce pays. Les ouvrières y furent contraintes de lutter contre les difficultés toujours croissantes de la vie, et Rosa Koch, qui se trouvait à leur tête, fit connaissance avec les prisons de la « libre » Suisse.

Le 5 avril 1919, un meeting imposant eut lieu à Zurich en signe de protestation contre la vie

chère qui rend insupportable la situation de la grande famille prolétarienne mondiale. Ce mouvement, commencé à Zurich, se répandit par tout le pays, revêtant en plusieurs villes la forme de grèves.

Les ouvrières de Zurich et de Bâle prirent part, en été, à la grève de protestation contre l'exploitation forcée des ouvriers et ouvrières employés dans l'industrie textile, et ce furent les femmes qui, pendant cette grève, firent preuve du maximum d'activité et d'efforts organisés. Avec le concours de leur organisation de parti, elles prêtèrent une aide efficace et régulière aux camarades grévistes et organisèrent l'envoi de leurs enfants à la campagne chez les paysans, membres du parti.

En septembre 1919, le Parti Suisse tint son congrès extraordinaire. Il mit en discussion, comme question fondamentale, celle de l'adhésion du Parti à la 3^e Internationale. Tandis que les voix des hommes se divisèrent en deux parties égales, les 20 femmes déléguées au congrès votèrent toutes pour l'adhésion.

« La Journée des ouvrières », en 1919, comme en 1920, se passa en Suisse, sous l'égide des mots d'ordre de protestation contre la vie chère et de revendication pour la femme de la totalité des droits politiques. Jusqu'ici encore la « république démocratique » suisse ne peut se décider à accorder aux femmes les droits politiques dont jouit la population masculine. Mais ce que le gouvernement bourgeois n'ose leur donner, les ouvrières de Suisse les conquerront par une lutte révolutionnaire sans trêve. Les droits politiques que la classe ouvrière aura conquis elle-même seront plus étendus et plus solides que ceux que jettent aux ouvrières de Suisse, à titre d'aumône, leurs gouvernants capitalistes. Voilà pourquoi les ouvrières de ce pays qui n'ont pas jusqu'ici de droits politiques, ne perdent pas courage. Elles savent que le jour est proche où la marche de la révolution mondiale leur donnera la place qui leur convient dans leur patrie. Et, en attendant, les organisations des ouvrières, ainsi que leur journal *Die Vorkämpferin*, font une propagande socialiste très intense.

**

Même en Espagne, les femmes, sous la pression de la révolution mondiale, jouissent des mêmes droits que les hommes. Nous disons « même en Espagne », parce que c'est un des pays où le clergé joue un rôle prédominant. Mais cette égalité des droits n'y est pas encore complète, car le clergé et la bourgeoisie espagnoles n'ont accordé aux femmes que le droit de vote passif et seulement pour les élections aux conseils communaux. Les ouvrières espagnoles sont donc, depuis l'âge de 20 ans, éligibles aux institutions communales, mais elles n'ont pas le droit de participer à ces élections.

**

Le prolétariat féminin des Pays-Bas lutte aussi pour sa liberté, et la bourgeoisie hollandaise s'est vue dans la nécessité de faire des concessions à l'esprit du temps. Les femmes hollandaises ne jouissent, elles aussi, que d'un droit de vote passif pour les conseils communaux. Aux élections de mai 1919, les socialistes hollandais ont fait élire, aux institutions communales, 50 femmes (presque toutes socialistes). Mais ces déléguées, comme toutes les ouvrières de Hollande, privées du droit de vote actif, n'ont pu contribuer à l'élection des délégués qu'aurait voulu la classe ou-

rière. Il est vrai que la presse bourgeoise console les femmes et leur promet que, dans deux ou trois ans, elles jouiront du droit du vote complet. La Chambre basse s'est déjà prononcée en faveur de ce projet, et si la Chambre haute l'approuve, les femmes de Hollande pourront participer, en 1922, aux élections parlementaires et en 1923 aux élections communales. Mais nous ignorons si les ouvrières hollandaises consentiront à attendre jusqu'à cette époque. Autant que nous le sachions, elles cherchent à passer directement du Parlement bourgeois aux Soviets prolétariens et leur mot d'ordre est : « Tout le pouvoir aux Soviets ! En avant, par les Soviets et par la dictature du prolétariat vers le communisme ! »

**

Quant à l'Amérique, nous ne sommes malheureusement que très peu renseignés sur elle en général et sur la marche de la lutte révolutionnaire des ouvrières du Nouveau-Monde, mais le peu que nous en connaissons prouve qu'en Amérique le temps est à l'orage. Nous avons appris que la camarade Kate Richard O'Hare a été condamnée à cinq ans de prison pour son activité socialiste, pour ses continuelles protestations contre la guerre fratricide et ses revendications en faveur de la liberté à tous les travailleurs. Nous savons aussi que l'incarcération de cette camarade n'a point suspendu la propagande. Des champions nouveaux ont pris sa place et poursuivent, avec la même abnégation et le même courage, la grande œuvre communiste qu'elle avait commencée.

**

Le mouvement des ouvrières et des paysannes de l'Europe Occidentale et de l'Amérique a le caractère d'un mouvement international. Déjà en 1919, quand le chauvinisme battait son plein, les ouvrières du monde entier, venues à la con-

férence internationale des femmes, se sont donné la main en sœurs et amies. Depuis lors, les liens internationaux des ouvrières se sont considérablement raffermis. Le Bureau International des Femmes, dont la Secrétaire est Clara Zetkin, n'a cessé un seul instant de fonctionner.

Le 8 février 1919, les ouvrières d'Angleterre adressaient leur salut fraternel aux ouvrières d'Autriche. La camarade A. Gopy (Autriche) reçut de la camarade Isabella Ford (Angleterre) la lettre suivante qu'elle pria de porter à la connaissance des ouvrières autrichiennes :

« Nous, ouvrières d'Angleterre, nous vous saluons à l'occasion des élections à l'Assemblée Constituante. Notre bourgeoisie cherche, par tous les moyens en son pouvoir, à nous inspirer des sentiments de haine envers les prolétaires autrichiens, nos frères et sœurs. Mais sachez que nous suivons non la voie de la haine et de la vengeance, mais celle de la fraternité et de la solidarité mondiales de tous les travailleurs ».

En réponse à ce salut, la camarade Zetkin adresse un appel aux ouvrières du monde entier, les invitant à l'union, à la fraternisation et à la lutte commune et vigoureuse contre les ennemis du prolétariat universel.

« Il nous est encore difficile d'établir entre nous un lien réciproque étroit d'idées. La guerre nous empêche toujours d'organiser des relations régulières, mais nous nous comprenons les unes les autres, parce que notre but et notre voie sont les mêmes. En avant, par la révolution mondiale au communisme universel ! A l'œuvre ! Vivre le mouvement international des ouvrières ! »

Tel est également l'appel de Clara Zetkin. Et cet appel a trouvé des échos chaleureux. Ouvrières du monde entier, construisez l'édifice du communisme.

Z. LILINA.

La Vie Economique en Russie

L'Electrification

Le vaste plan d'électrification de la Russie soviétique se réalise avec une étonnante rapidité. Les plus grands savants et les meilleurs ingénieurs participent à ce travail immense, qui s'exécute sous la direction d'un organe spécial. Les journaux commencent à publier périodiquement des « bulletins » sur l'état actuel et les progrès des différentes stations en voie de construction.

Sur le Svir et le Volkhov, on termine les logements ouvriers, les infirmeries, les installations provisoires, les magasins, les briquetteries, etc. (804 bâtiments).

A Kachira, les bâtiments de la station sont achevés.

A Chatour, on développe les exploitations de tourbe, on relève les bâtiments qui ont été détruits l'été dernier, par l'incendie.

Près de Toula, on continue à élargir la station centrale Soudakov.

A Kizel, la construction de baraquements provisoires se poursuit ; on équipe la station elle-même.

A Ivanovo-Voznesensk, on prépare l'exploitation des tourbières, on construit des cités ouvrières et des voies d'approche.

A Narovchat, une station électrique éclairant toute la ville a été mise en marche.

A Tsaritzyn, l'ingénieur Popov établit un vaste plan d'électrification de la province en utilisant comme force motrice la Volga, la Kachira, l'Ilovlia et les affluents du Don, le Khoper et la Medvieditsa.

A Tsaritzyn même, il existe 7 stations électriques installées dans des demeures bourgeoises et actuellement inutiles ; elles seront transportées dans les villages.

La station électrique de Kachira

Sverdlov, président du Comité des Travaux publics, a donné l'interview qui suit, après avoir visité la station électrique de Kachira.

La station se trouve à 5 verstes de la gare et à environ 100 verstes de Moscou. Sa construction a été commencée dans la première moitié de 1919, à un moment où le pouvoir des Soviets était dans une situation critique, et où il était presque impossible de se procurer un clou ou une brique. D'ailleurs, jusqu'à maintenant, les travaux se sont poursuivis au milieu de la crise économique et du blocus. Malgré tout, la station de Kachira est actuellement presque terminée, et il est certain que dans l'été de 1921 elle sera mise en marche.

Ce sera la première de toutes les stations en construction qui sera lancée cette année. On entreprend maintenant le dernier finissage des bâtiments de la station centrale et du logement des éleveurs d'eau ; on termine en même temps la construction de la cheminée et de l'estacade qui permettra d'amener le charbon.

Tous ces travaux se font à la fois de la façon la plus urgente et la plus sérieuse ; les bâtiments en béton armé, malgré la difficulté, se poursuivent en plein hiver. Dans le corps central se trouvent des fondations pour les machines dont l'arrivée est attendue dans les jours prochains. La station s'efforce de satisfaire elle-même, dans la mesure de ses moyens, tous ses besoins ; elle a entrepris, par exemple, la fabrication des clois. Beaucoup de matériaux manquent ou ne sont obtenus qu'au prix d'incroyables difficultés, ce qui retarde sensiblement le travail.

La station de Kachira a l'avantage de se trouver à proximité du chemin de fer et d'être approvisionnée directement par le bassin houiller de Moscou, d'un côté par Venev et de l'autre par Skopino. Elle est à 70 verstes de chacune de ces localités et elle reçoit facilement le poussier de charbon qui existe en abondance dans la région de Moscou. En outre se trouvent, dans les environs, les riches tourbières de Kolomna, qui, en cas de besoin, pourront aussi être utilisées. Ainsi la station reçoit de ces deux sources tout le combustible nécessaire

La station de Kachira fournira 12.000 kilowatts, à savoir 30 % de la consommation de la région industrielle moscovite et de la population de la capitale ; en outre, elle éclairera trois villages des environs ; elle donnera le courant à l'usine mécanique de Kolomna, à toute l'industrie textile de la région des lacs et l'éclairage électrique à une série de villages jusqu'à Moscou.

Il est intéressant de noter, remarque Sverdlov, que le projet de construction avait été établi longtemps avant le pouvoir des Soviets, mais qu'il n'avait pu être réalisé à cause des différends existant entre le fameux capitaliste Vtorov et la Deutsch Bank, l'un voulant construire la station à Kachira et l'autre à Skopino. Seul le pouvoir des Soviets a réalisé sans hésiter, et avec le maximum de rapidité, ce plan audacieux.

D'après le directeur des travaux, Tsourouppia, les paysans, qui, au début, considéraient avec méfiance la station et entravaient sa construction, se sont peu à peu convaincus, en la voyant grandir, des services qu'elle leur rendrait, de sorte qu'actuellement, ils répondent avec empressement à toutes les demandes.

En terminant, Sverdlov réclame pour l'achèvement rapide de la station l'appui le plus actif de tous les services intéressés.

IVAN.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine)..... 0 50
 KERTJENZEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
 ALEXANDRA KOLLONTAI. — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
 LÉNINE. — *La maladie infantile du Communisme*. 4 »
 LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne* 4 »
 LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains* 0 25
 LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans* 0 40
 S.-J. RUTGERS. — *En Russie Soviétiste*..... 0 75
 BORIS SOUVARINE. — *La Troisième Internationale* 0 50
 BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*..... épuisé
 TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme* 7 »
 TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... épuisé
 TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* 0 60
 CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* 0 75
 *** *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
 *** *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
 *** *Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.* 1 25
 *** *Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)*..... 0 75
 *** *Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)* épuisé

La photographie de notre directeur Boris Souvarine, parue dans ce numéro sort des ateliers HENRI MANUEL.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro ; 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
 Georges DANGON, imprimeur
 123, rue Montmartre, Paris (24)

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

(Le Communisme de Gauche)

Par N. LÉNINE

Un volume, in-16 jésus 4 fr.
 Franco 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.